

RAPPORT DE GESTION ET SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte d'une part, de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Annuels ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2021, et d'autre part vous communiquer les informations relatives au Gouvernement d'Entreprise dans notre Société (Articles L.225-37 al.6; L. 225-68 al.6 et L. 226-10-1 du Code de Commerce).

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce et aux effets de la transposition de la Directive Européenne sur le reporting extra-financier, nous publions une Déclaration de Performance extra-financière au titre de l'exercice 2021 dans un Rapport annexé au présent Rapport de Gestion assortie d'une vérification opérée par un Organisme Tiers Indépendant.

Activités et Résultats du Groupe

Le périmètre est constitué essentiellement du Secteur Pompes détenu au travers de sa filiale PCM SA, l'autre secteur concernant l'activité immobilière de la Holding.

Le Chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2021 s'élève à 101,3 M€ contre 89,5 M€ en 2020, en progression de 13,1%.

À taux de change et périmètre constants, l'augmentation est de 12,9%.

L'exercice 2021 a été marqué par une croissance soutenue des activités Oil & Gas sur la zone Amérique, ainsi que par la reprise notable des activités Food & Industry sur le marché européen.

Le Chiffre d'affaires consolidé des autres activités s'élève à 0,2 M€, constant par rapport à 2020.

Commentaires détaillés sur les résultats consolidés

Le Résultat opérationnel courant consolidé 2021 du Groupe s'établit bénéficiaire à 5,8 M€ contre 4,1 M€ en 2020, en croissance de 1,7 M€.

La Contribution du Secteur Pompes, en augmentation, est positive de 6,6 M€ (positive de 4,8 M€ en 2020). Elle intègre comme l'an passé 5,4 M€ de redevances sur un contrat de licence dont l'échéance finale interviendra en juin 2024.

La croissance de l'activité explique cette performance, malgré tout impactée par la hausse des coûts de matières (acier et produits chimiques notamment) ainsi que par un allongement important de leurs délais d'approvisionnement. Cette hausse a néanmoins été limitée en 2021 grâce aux approvisionnements de sécurité réalisés antérieurement.

La contribution de l'activité immobilière de la Holding est négative de 0,8 M€.

Le Résultat opérationnel 2021 est bénéficiaire de 7,1 M€ contre 3,3 M€ positif en 2020, en hausse de 3,8 M€.

Il intègre 1,1 M€ de plus-value immobilière suite à la cession d'un bâtiment à Houston (États-Unis) et en 2020 avait été impacté négativement de 0,6 M€ de charges nettes sur les actifs canadiens.

Le Résultat financier consolidé 2021 est positif de 0,9 M€ contre négatif de 0,9 M€ l'année précédente, soit en progression de 1,8 M€, en raison de l'augmentation des

produits de trésorerie (0,9 M€) et d'effets de change nets positif en 2021 (0,3 M€) contre négatif en 2020 (1,2 M€).

En 2021, la charge nette d'impôts consolidée s'établit à 0,4 M€ contre 1,2 M€ en 2020.

Le Résultat net consolidé de l'exercice 2021 des entreprises intégrées est bénéficiaire de 7,6 M€ contre 1,2 M€ bénéficiaire en 2020, en augmentation de 6,4 M€.

La part du résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle s'établit en 2021 positif de 0,4 M€ contre 0,2 M€ positif en 2020.

Au final, le Résultat net consolidé part du Groupe de l'exercice 2021 est bénéficiaire à 7,2 M€ contre 1,0 M€ positif en 2020.

La Marge brute d'autofinancement, toujours positive, s'élève à 12,1 M€ contre 16,0 M€ en 2020. L'année 2020 avait été positivement impactée par 7,3 M€ de produits non courants liés aux acquisitions récentes réalisées au Canada.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés (Note 18).

Investissements du Groupe

Les investissements 2021 majoritairement dans le Secteur Pompes se sont élevés à 12,7 M€ (dont 9,3 M€ d'investissements immobiliers) contre 2,4 M€ (dont 0,9 M€ incorporels) en 2020.

Aucune prise de participation n'a été réalisée au cours de l'exercice amenant le Groupe à détenir une participation significative, dans une société ayant son siège social sur le territoire français.

Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2021, hors personnels temporaires, s'établissent à 668 personnes, dont 343 hors de France, contre 667 personnes, dont 323 hors de France, fin décembre 2020.

Structure bilancielle consolidée

Le total du bilan consolidé à fin 2021 s'établit à 293,3 M€ contre 279,8 M€ à fin 2020, soit une augmentation de 13,5 M€.

L'Actif non courant à 46,7 M€ est en hausse de 5,4 M€. Cette variation nette est principalement due aux investissements immobiliers réalisés au Canada et États-Unis (9,3 M€), diminués de l'impact net de la cession d'un immeuble à Houston (États Unis) pour 3,2 M€, ainsi que des autres variations nettes négatives de l'exercice pour 0,7 M€.

L'Actif courant à 246,6 M€ est en hausse nette de 8,1 M€.

Cette variation nette est due à la variation des stocks pour +3,9 M€, à la hausse des créances clients (+10,8 M€), des autres débiteurs (+0,5 M€) et de la trésorerie (+15,6 M€), diminués des dépôts bancaires à plus de trois mois (-22,7 M€).

La trésorerie globale est en baisse de 7,1 M€.

Les Capitaux Propres à 207,4 M€ sont en progression de 9,9 M€, correspondant à : +7,6 M€ de résultat consolidé 2021, +3,7 M€ d'écarts de conversion, +0,2 M€ de divers et -1,6 M€ de dividendes.

Les Provisions pour risques et charges, à 3,3 M€, sont en baisse nette de 0,2 M€ suite notamment à une reprise nette

des provisions pour retraite (-0,2 M€). Ces dernières ont été retraitées suite à la décision de l'IFRS IC de mai 2021.

Les Dettes à 82,7 M€ augmentent de 3,8 M€ du fait de la hausse des dettes d'exploitation (+ 7,3 M€, dont passifs sur contrats (+1,0 M€) et fournisseurs (+6,3 M€)) et passifs d'impôts différés (+0,3 M€), compensée par la diminution des dettes financières (-3,7 M€ dont notamment -1,8 M€ liés à l'application de la norme IFRS 16 et -1,9 M€ de variation nette des emprunts) et dettes sur fournisseurs d'immobilisations (-0,1 M€).

Structure financière consolidée

La Structure financière nette consolidée (actifs financiers courants et trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts auprès des Etablissements de crédit et des dettes financières diverses), est toujours positive et s'établit à 142,6 M€, en diminution de 3,4 M€ par rapport à l'exercice 2020, du fait de la baisse des actifs financiers courants pour 22,7 M€ (variation des dépôts bancaires à plus de trois mois) et de la diminution de l'endettement financier pour 3,7 M€, compensée par la hausse de la trésorerie nette pour 15,6 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 246,6 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les tiers à moins d'un an, d'un montant de 77,6 M€.

En synthèse, le ratio « Endettement/Capitaux Propres » s'établit à 2,3% contre 4,3% à fin 2020.

Le ratio « Endettement / Chiffre d'affaires » s'élève à 4,7% contre 9,4% à fin 2020.

Le coût financier total de l'endettement s'élève à fin 2021 à 187 K€ (0,2% du chiffre d'affaires) contre 271 K€ à fin 2020 (0,3% du chiffre d'Affaires).

Activité de la Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, est de 792 K€ en 2021 contre 773 K€ en 2020.

Les loyers à 267 K€ sont en progression de 37 K€ sur l'année passée, année qui avait déjà constaté une hausse des produits locatifs sur un étage du 6, Boulevard Bineau à Levallois Perret.

Ils correspondent à des locations de surfaces de bureaux de Levallois-Perret mis à disposition d'une filiale et de sociétés tierces.

Les prestations facturées, à 525 K€, sont en retrait de 18 K€.

Les autres Produits et divers sont stables, à 85 K€.

Au global, les Produits d'exploitation s'établissent à 877 K€ contre 855 K€, en hausse de 22 K€.

Les Charges d'exploitation à 1 837 K€ contre 1 729 K€ en 2020 sont en hausse de 108 K€.

Les Achats et charges externes à 732 K€ sont en progression de 122 K€, du fait de la hausse des charges liées à l'activité de Holding (honoraires et commissions).

Les impôts et taxes à 112 K€ sont en léger retrait.

Les charges de personnel à 872 K€ sont stables.

Les dotations aux amortissements sont stables à 54 K€.

Les autres charges à 67 K€ sont inchangées.

Le Résultat d'exploitation de l'exercice s'établit négatif à 960 K€ contre 874 K€ également négatif en 2020.

Le Résultat financier est toujours positif et s'élève à 2 394 K€ contre 1 738 K€ en 2020.

Il est principalement constitué en 2021 d'un dividende de 1 502 K€ reçu de PCM SA (inchangé par rapport à 2020), de produits nets de change de 151 K€ (contre une charge nette de 249 K€ en 2020) et de Produits financiers pour 760 K€ (485 K€ en 2020).

Le Résultat courant avant impôt ressort bénéficiaire de 1 434 K€ contre 864 K€ bénéficiaire en 2020.

Le Résultat exceptionnel est négatif de 19 K€ contre 43 K€ négatif en 2020.

En l'absence d'impôt propre, et après 339 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, **le Bénéfice net social de Gévelot S.A. s'établit en 2021 à 1 754 K€ contre 1 396 K€ positif en 2020.**

Activité de la Filiale (PCM SA)

Les principales informations concernant PCM SA présentées ci-après sont extraites des Comptes Annuels établis selon les règles locales.

Données financières (en millions d'euros)

Filiale	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat exceptionnel
PCM SA	1,1	-0,7	8,4	- 0,1

Filiale	Résultat net	CAF	Invest. Industriels	Invest. Financiers
PCM SA	7,6	7,9	0,1	-

Effectifs au 31 décembre 2021

Filiale (personnel temporaire exclu)	Total
PCM SA	3

Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et de Développement concernant le Secteur Pompes se sont élevées en 2021 à 1,4% du chiffre d'Affaires, dont 1,4 M€ sont éligibles aux Crédits d'Impôts Recherche et ont généré des crédits d'impôts à hauteur de 0,4 M€.

L'année 2021 a été riche en activités de Recherche et Développement avec la mise au catalogue de nouvelles gammes de pompes péristaltiques nommées DX, les gammes avec vis de gavage pour l'Industrie, de nouveaux paliers ainsi que l'étoffement de la gamme Vulcain pour l'activité Oil & Gas. Enfin, nos équipes R&D ont pu signer plusieurs contrats de partenariat avec certains clients grâce auxquels nous espérons de futures collaborations.

Perspectives du Groupe pour 2022

Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot SA sera à nouveau constitué de produits locatifs et de prestations de service.

En termes de produits financiers, un dividende stable devrait être perçu de notre filiale sur 2022.

Nos ressources, à savoir loyers et prestations de services, devraient être stables ainsi que le résultat d'exploitation.

De plus, notre résultat financier devrait rester bénéficiaire et au final le résultat net bénéficiaire de la société Holding devrait être stable.

L'étude d'opportunités de rachat de nouvelles surfaces immobilières en Île de France se poursuit.

Secteur Pompes

Les perspectives positives de croissance sur tous les marchés, notamment ceux de l'Oil & Gas, que confirmerait la tendance affirmée d'un cours élevé du brut, doivent cependant être nuancées.

En effet, les risques liés aux crises géopolitiques existantes ou à venir, ainsi que les tensions importantes sur la disponibilité et le coût des matières premières encouragent à une certaine prudence à moyen terme.

Dans ce contexte à tous égards extrêmement tendu et incertain, les priorités restent la satisfaction des besoins des clients ainsi que la rationalisation des coûts et des organisations sur tous les marchés où le Groupe est présent.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marché

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est particulièrement corrélée au niveau des prix du baril de pétrole (Brent Crude, WTI Crude), où les producteurs maintiennent ou augmentent généralement leur production lorsque les prix du pétrole sont supérieurs à leur coût marginal. Depuis courant 2021, une trajectoire de reprise coïncidant avec une forte augmentation de la demande et des cours du brut est observée. Le niveau d'activité des Pompes Pétrole se développera si les activations de nouveaux puits se confirment.

Les performances commerciales dans les autres domaines du Secteur Pompes (marché Food et marché Industry) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'Étranger.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une partie de son activité, principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier, du fait, notamment, de sa présence dans des zones à risques géopolitiques importants (Moyen Orient, Afrique, Amérique Latine).

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Il s'agit principalement de risques de variations de taux de change et de taux d'intérêt.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change opérationnels

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de son principal site de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier

et impliquant des facturations en devises étrangères, principalement en Dollars américains ou canadiens.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologie des Fluides est basée sur un principe de facturation en Euros des entités de production du Groupe aux entités de commercialisation. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération significative de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

- Risques de change : Trésorerie, équivalents de Trésorerie

L'évolution des parités des devises Nord-Américaines a fait l'objet d'un suivi particulier et de placements à capital garanti sur des établissements bancaires de premier ordre.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières et des coûts logistique. Une hausse de ces cours, acier et produits chimiques notamment, a été constatée au cours de l'exercice 2021 et pourrait impacter de manière significative la marge opérationnelle en 2022. Le Groupe, afin de tenter de limiter l'impact, poursuit le développement de la multiplicité de ses sources d'approvisionnement, y compris à l'international.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses Clients.

Les Clients européens ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet d'une fonction de recouvrement dédiée. Les grands Clients Export positionnés dans des zones à risques géopolitiques majeurs font l'objet d'un suivi spécifique.

- Risques climatiques

Face à l'urgence climatique marquée par la pollution et la disparition progressive d'espèces et ressources, aux évolutions réglementaires en matière d'environnement, le Groupe a engagé une démarche volontaire en matière de RSE.

Notamment il s'est engagé à réduire l'impact environnemental de ses activités en optimisant par exemple la gestion des déchets et en favorisant les initiatives éco responsables tout en veillant à appliquer la réglementation.

À ce stade, le Groupe n'a identifié aucun impact tant sur la valorisation de ses actifs que sur le développement futur de ses activités.

2. Risques financiers liés aux opérations de financement

Le Groupe procède essentiellement par auto-financement pour ses activités industrielles et commerciales, particulièrement du fait de sa solide structure financière et ne fait appel au secteur bancaire qu'à titre marginal pour ses investissements internationaux.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire, le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, la Direction Financière du Groupe analyse le portefeuille et suggère aux Filiales les outils

appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisées à l'étranger

- Risques pays

Le Groupe détient des actifs dans des pays où la stabilité politique et économique n'est pas assurée ; ces actifs ne représentent toutefois qu'une part non significative des actifs de l'ensemble du Groupe. Une assurance spécifique couvrant les investissements présents dans des pays a été mise en place au cas par cas.

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets situés aux USA, au Canada, au Proche et Moyen-Orient, et en Russie, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

4. Risques financiers liés à la gestion de la trésorerie

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement (10,4 % de la trésorerie) basées sur des indices et dont le capital n'est pas garanti, mais avec des barrières de protection. Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Informations sur les délais de paiement

(Factures reçues et émises non réglées)

Conformément à l'article D441-6 du Code de Commerce, nous présentons dans le tableau ci-dessous la décomposition des dettes fournisseurs et des créances clients dont le terme est à échéance.

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (Code de Commerce - Article Article D.441-6, I. - 1°)						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1) & plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	0					12
Montant total des factures concernées TTC		6 K€	0 K€			7 K€
% du montant total des achats TTC de l'exercice		0,75%	0,03%			0,78%
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10, I et L.441-11 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels conformes aux Conditions Générales d'Achat					

Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (Code de Commerce - Article D.441-6, I. - 2°)						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1) & plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées						
Montant total des factures concernées TTC						
% du montant total des achats TTC de l'exercice						
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10, I et L.441-11 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels conformes aux Conditions Générales de Ventes					

Affectation des résultats

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale l'affectation des résultats suivante :

Bénéfice de l'exercice de1 754 082,85 €
 Report à nouveau antérieur de16 558 398,82 €
 Total à répartir18 312 481,67 €
 . Dividende : - 2 308 500,00 €
 . Solde du Report à nouveau
 après affectation :16 003 981,67 €

Le dividende global s'élève donc à 3 € par action pour 769 500 actions soit 2 308 500,00 € et sera mis en distribution à partir du 20 juin 2022.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3, 2° du Code général des impôts.

Cet abattement n'est applicable qu'en cas d'option expresse, irrévocable et globale pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu lors du dépôt de la déclaration annuelle des revenus du bénéficiaire. A défaut d'une telle option, le dividende à distribuer à ces personnes physiques domiciliées fiscalement en France entre dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique (PFU) sans application de cet abattement de 40 %.

Avant la mise en paiement, le dividende est soumis aux prélèvements sociaux et, sauf dispense dûment formulée par le contribuable, au prélèvement obligatoire non libératoire de 12,8 % prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts, à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu.

Il est rappelé qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices, ces dividendes étant intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts :

Exercice	Net	Nombre d'actions	
		servies	globales
2018	1,80	769 500	769 500
2019	1,60	769 500	769 500
2020	2,00	769 500	769 500

Bourse

Pendant l'année 2021, le cours de l'action, sur Euronext Growth Paris a évolué comme suit :

Euros

Cours à fin 2020	163,00
Cours le plus bas	160,00
Cours le plus haut	206,00
Cours à fin 2021	163,00
Nombre de titres échangés en 2021	51 453
Nombre de titres échangés en 2020	38 547

Au 31 mars 2022, le cours de l'action était de 192 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 11 096 titres.

Actionariat

Au 31 décembre 2021, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- la Société Sopofam SA, plus du tiers,
- la Société Rosclodan SA, plus du vingtième,

En date du 25 janvier 2021, un engagement collectif de conservation d'une durée de deux ans a été souscrit par un groupe d'actionnaires portant sur 59,18 % des actions Gévelot.

Monsieur Mario Martignoni a informé la société le 1er avril 2021 avoir franchi à la hausse, dans le cadre de sa détention directe et indirecte par l'intermédiaire de la Société Sopofam SA qu'il contrôle, le seuil de détention de 50 % des droits de vote en AGE (50,42 %), le taux étant de 49,28 % en AGO.

Ce franchissement de seuil a fait l'objet d'une décision de dérogation par l'AMF en date du 3 mars 2021 à l'obligation de déposer un projet d'offre publique obligatoire visant les actions de Gévelot.

Aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

À notre connaissance, le Capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

Projets de modifications concernant le Capital Social

Autorisation à l'effet de pouvoir mettre en place un programme de rachat d'actions en vue de leur annulation

Afin de permettre au Conseil d'Administration de pouvoir éventuellement mettre place un programme de rachat d'actions en vue de leur annulation, deux Résolutions, une à caractère ordinaire (septième) et une à caractère extraordinaire (huitième), seront proposées à la prochaine Assemblée Générale Mixte.

Autorisation à l'effet de pouvoir mettre en place un Programme de rachat d'actions en vue de leur annulation

Il sera proposé une Résolution à caractère ordinaire ayant pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration, pour une nouvelle durée maximum de 18 mois, à faire acheter par la Société un nombre d'Actions représentant au maximum 2,5 % de son Capital arrêté à la date de la présente Assemblée, ce qui correspond à 19 230 Actions, pour un montant maximal de 4 M€.

Autorisation à l'effet d'annuler les actions, le cas échéant, acquises par la Société

Il sera proposé une Résolution à caractère extraordinaire ayant pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration à annuler les Actions que la Société aurait rachetées dans le cadre de la reconduction du Programme de Rachat d'Actions, dans la limite de 10 % du Capital par période de 24 mois, en une ou plusieurs fois.

Cette autorisation est subordonnée à l'approbation du nouveau programme de rachat d'Actions.

Le Conseil d'Administration informera les Actionnaires réunis en Assemblée Générale annuelle de toutes les opérations réalisées en cas d'approbation des présentes Résolutions.

Projet de modifications statutaires

Afin d'actualiser les Statuts quant à leur objet social, de revoir la rédaction de l'article 12 bis Franchissement de seuils et enfin de mettre en conformité les statuts suite aux dernières évolutions législatives et réglementaires, trois résolutions à caractères extraordinaires seront proposées à la prochaine Assemblée Mixte (neuvième à onzième).

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le Groupe surveille de près la situation en Russie et en Ukraine. La sécurité de nos collaborateurs et de leurs familles est comme toujours notre priorité.

Le Groupe est un acteur mondial qui opère dans de nombreux pays, dont la Russie. Il dispose cependant d'une situation financière solide et son exposition locale est actuellement limitée.

Le Groupe est donc confiant dans sa capacité à limiter les effets de cette crise sur le moyen et long terme.

Holding

Gévelot SA poursuivra son offre locative sur son bien immobilier de Levallois Perret.

Secteur Pompes

À fin mars 2022, la tendance encourageante constatée depuis 2021 sur les différentes activités du Secteur Pompes, notamment Oil&Gas, se confirme. Les perspectives restent cependant incertaines dans le contexte particulier de la crise russo-ukrainienne.

Les mesures prises afin d'optimiser l'organisation et l'efficacité du Secteur et de ses coûts seront étendues, dans la recherche constante de son engagement auprès de ses clients.

La stratégie de croissance externe sera poursuivie, notamment à l'international.

Gouvernement d'entreprise

Modalités d'exercice de la Direction Générale

Depuis le choix du mode moniste par le Conseil d'Administration d'octobre 2002, le Président du Conseil d'Administration assume également la Direction Générale.

Un Directeur Général Délégué a été désigné par le Conseil d'Administration sur proposition du Président-Directeur Général depuis lors.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration comprend six membres dont deux femmes et quatre hommes.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 2 fois en 2021.

Administrateurs et Mandataires Sociaux

Il sera soumis à cette Assemblée Générale, le renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Armelle CAUMONT-CAIMI.

Liste des mandats et fonctions exercés

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des fonctions exercées par chacun des Mandataires Sociaux de la Société Gévelot au cours de l'exercice écoulé.

Monsieur Mario MARTIGNONI, Président Directeur Général et Administrateur,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Président-Directeur Général et Administrateur de PCM SA
- Administrateur et Président du Conseil d'Administration de PCM Group Italia Srl (Italie)
- Administrateur de PCM Kazakhstan LLP (Kazakhstan)
- Administrateur de PCM Muscat LLC (Oman)
- Administrateur de PCM Middle East FZE (E.A.U.)
- Président de PCM Flow Technology Inc. (Etats Unis)
- Administrateur de PCM Group Asia Pacific Pte. Ltd. (Singapour)
- Administrateur de PCM Artificial Lift Solutions Inc. (Canada)
- Administrateur de PCM Canada Inc. (Canada)
- Administrateur de Cougar Machine Ltd (Canada)
- Administrateur de Cougar Wellhead Services Inc (Canada)
- Administrateur de PCM Trading Shanghai Co. Ltd (Chine)
- Administrateur de PCM Suzhou Co. Ltd. (Chine)
- Administrateur de Sydex Srl (Italie)

Fonctions hors Groupe :

- Président-Directeur Général de Sopofam SA
- Administrateur Unique de Martignoni 1518 Srl (Italie)

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

- Administrateur de Sopofam SA
- Administrateur de Rosclodan SA

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,

n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :

- Membre du Directoire de la Financière Meeschaert
- Président - Directeur Général de Rosclodan SA
- Administrateur et Directeur Général Délégué de la Société Boisdormant SA

Monsieur Jacques FAY, Administrateur,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA
- Fonctions hors Groupe : néant

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,

n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :

- Business Development Manager Division Groupe Coveris
- Gérant de la SCI Les Blés

Madame Armelle CAUMONT-CAIMI, Administrateur,

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA
- Fonctions hors Groupe : néant

Conventions conclues avec les mandataires sociaux

(Art. L.225-37-4, 2° du Code de Commerce)

Il n'existe aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre d'une part l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % d'une société et d'autre part une autre société contrôlée par la première au sens de l'article L.233-3 (dispose directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieurs à 40 % et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne) (sauf s'il s'agit de conventions courantes et conclues à des conditions normales).

Délégations en cours de validité pour les augmentations de capital

Néant.

Autres Délégations en cours de validité

Néant.

Autres informations juridiques et fiscales

Charges non déductibles

(articles 39-4 et 223 quater du CGI)

Pour Gévelot S.A., les réintégrations de dépenses somptuaires dans le résultat fiscal au cours de l'exercice 2021 se sont élevées à 23 528 € contre 22 939 € en 2020. Aucun impôt n'a été supporté en raison du déficit fiscal reportable.

Le dépôt de ce Rapport au Greffe du Tribunal de Commerce sera effectué conformément à la Loi.

Le Conseil d'Administration